



PREFET DU PUY DE DOME

DIRECTION RÉGIONALE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET
DU LOGEMENT



ARRÊTÉ N°

Arrêté préfectoral autorisant la société CEPE
DE BAJOUVE à poursuivre l'exploitation
d'une installation classée selon le régime
des droits acquis sur la commune de
St-Julien-Puy-Lavèze

Le Préfet de la région Auvergne
Préfet du Puy-de-Dôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, partie législative, et notamment le livre V, titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et le livre V, titre V relatif aux dispositions particulières à certains ouvrages ou installations ;

VU le Code de l'environnement, partie réglementaire, et notamment son article R.513-1 ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n°2001-985 du 23 août 2011 pris pour l'application de l'article L.553-3 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

VU la demande du bénéfice de l'antériorité déposée par la société CEPE DE BAJOUVE pour les éoliennes qui ont bénéficié d'un permis de construire sur la commune de St-Julien-Puy-Lavèze et l'acte d'antériorité qui lui a été adressé le 5 septembre 2012 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 19 février 2013 ;

VU l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites en date du 15 avril 2013 ;

CONSIDERANT que le décret n°2011-984 du 23 août 2011 a inclus dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent ;

CONSIDERANT que les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, ayant fait l'objet de l'étude d'impact et de l'enquête publique et bénéficiant d'un permis de construire, peuvent être mises en service et exploitées dans le respect des prescriptions qui leur étaient applicables antérieurement à la date de leur classement au titre de l'article L.511-2 ;

CONSIDERANT que l'exploitant s'est fait connaître du Préfet dans l'année suivant la publication du décret portant modification de la nomenclature des installations classées.

CONSIDERANT que les installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sont tenues d'établir des garanties financières ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme :

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRÊTÉ

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La société CEPE DE BAJOUVE, dont le siège social est situé ZI de Courtine – 330 rue du Mourelet – 84000 AVIGNON, RCS 530 579 127 RCS AVIGNON, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent situées sur la commune de St-Julien-Puy-Lavèze, décrites dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé	Volume d'activité	Régime	Seuil
2980-1	Installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant plusieurs aérogénérateurs dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Nombre de mâts : 6 Hauteur des mâts : 105 m Puissance totale installée : 12 MW	A	Hauteur de mât 50 m

A (déclaration)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

1.2 Situation de l'établissement

1.2.1. Les installations autorisées sont situées sur les parcelles cadastrées suivantes :

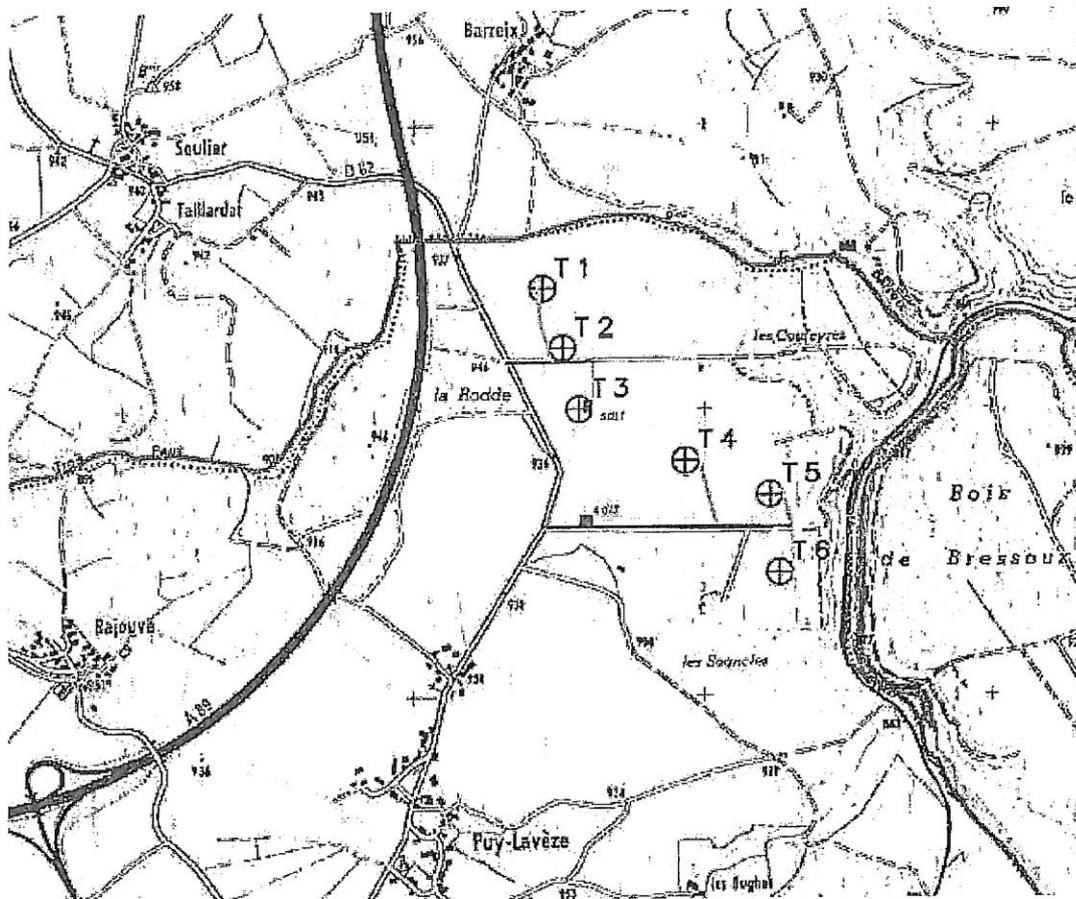
Commune	Parcelles
St-Julien-Puy-Lavèze	Eolienne T1 : parcelle section XA n° 31
	Eolienne T2 : parcelle section XA n° 31
	Eolienne T3 et poste de livraison 1 : parcelle section XA n° 40
	Eolienne T4 : parcelle section XA n° 38
	Eolienne T5 : parcelle section XA n° 36
	Eolienne T6 : parcelle section XB n° 56
	Poste de livraison 2 : parcelle section XA n° 41

1.2.2. Les coordonnées Lambert 93 des éoliennes sont les suivantes :

Eoliennes	Coordonnées Lambert 93	
	X	Y
T1	676 785	6 509 823
T2	676 853	6 509 614
T3 et Poste de livraison 1	676 909	6 509 399
T4	677 274	6 509 212

T5	677 564	6 509 092
T6	677 598	6 508 819
Poste de livraison 2	676 878	6 509 005

1.2.3. Plan d'implantation du parc éolien CEPE DE BAJOUVE :



1.3 Prescriptions techniques applicables

1.3.1. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant est tenu de respecter les prescriptions applicables aux installations existantes indiquées à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

1.3.2. Capacités de rétention :

Tout stockage, tout récipient ou contenant de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand contenant,
- 50 % de la capacité globale des contenants associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation éventuel qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

ARTICLE 2 - GARANTIES FINANCIÈRES

2.1 Constitution de garanties financières

L'exploitant transmet au Préfet un document attestant la constitution de garanties financières telles que prévues à l'article R.553-1 du Code de l'Environnement, avant le 25 août 2015. Ce document est établi conformément à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

2.2 Montant de la garantie

Le montant de la garantie financière, constitué en application de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, est de 300 000 euros (6 mâts x 50.000 euros).

Ce montant est actualisé chaque année par l'exploitant, selon la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté ministériel 26 août 2011 susdit.

2.3 Constitution des garanties financières

Les garanties financières sont constituées dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 juillet 2012 susdit.

2.4 Appel à la garantie financière

Le Préfet fait appel à la garantie financière pour les opérations de démantèlement et de remise en état du site mentionnées à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 sus dit :

- en cas de non-exécution par l'exploitant de ces opérations ;
- en cas de disparition juridique de l'exploitant.

2.5 Levée de la garantie financière

L'obligation de disposer d'une garantie financière ne peut être levée que par arrêté préfectoral après constat, par l'inspection des installations classées, de la remise en état conforme aux prescriptions de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susdit, et du respect des procédures réglementaires de cessation d'activité définies à l'article R.553-7 et R.553-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de St-Julien-Puy-Lavèze pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par le Maire.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins de monsieur le Préfet du Puy-de-Dôme et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département concerné par l'exploitation.

Une copie du présent arrêté est notifiée à l'exploitant. Ce document doit, en permanence, être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

ARTICLE 4 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté leur a été notifié.
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de six mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 5 - EXÉCUTION

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, Monsieur le maire de St-Julien-Puy-Lavèze, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne, Monsieur l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera adressé également, pour information :

- au Délégué Départemental de l'Agence régionale de Santé,
- au Directeur Départemental des Territoires, service de l'urbanisme et service de l'eau,
- au Directeur Départemental de la Protection des Populations, service de la sécurité civile,
- au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- au Chef de l'Unité territoriale Allier - Puy-de-Dôme de la DREAL Auvergne.

Fait à Clermont-Ferrand, le **193** JUIN 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Jean-Bernard BOBIN

